

Un nouvel acte de décentralisation - oui, mais lequel ?

Représentants des maires, des élus départementaux ou régionaux, François Baroin, Dominique Bussereau et Hervé Morin, devraient se retrouver, le 1er septembre, pour poursuivre leur démarche pour une nouvelle étape de la décentralisation.

Il y a presque un an, le 26 septembre 2018, les présidents de l'Association des maires de France (AMF), François Baroin, de l'Assemblée des départements de France (ADF), Dominique Bussereau, et de Régions de France, Hervé Morin, soutenus par le président du Sénat, Gérard Larcher, lançaient l'« appel de Marseille pour les libertés locales ». Les signataires se prononçaient en faveur d'une « nouvelle étape de décentralisation ». « Notre démarche était prémonitoire », écrivaient-ils six mois plus tard, en rendant leur contribution au grand débat national. Le mouvement des « gilets jaunes » était passé par là ; ils voulaient y voir la confirmation du refus des citoyens « de voir les décisions publiques qui les concernent s'éloigner chaque jour un peu plus d'eux ». « Un acte III de la décentralisation », insistaient-ils, « est la condition préalable nécessaire à toute amélioration structurelle de la situation économique et sociale du pays », qui passe à leurs yeux par « la fin de la dépendance des collectivités à l'égard de l'Etat ». Le ton était ferme, déterminé, catégorique : une décentralisation, sinon rien.

Dimanche 1^{er} septembre, les mêmes acteurs se retrouveront à Epreville-en-Lieuvin, dans l'Eure, fief du président de la région Normandie, Hervé Morin. Au menu de cette rencontre, une table ronde sur le thème « La décentralisation est-elle la bonne réponse à la crise ? ». Le glissement sémantique n'est pas anodin : de la forme affirmative, les « trois mousquetaires » – qui, comme leurs illustres prédécesseurs, sont quatre – ont préféré opter pour une prudente formule interrogative.

A l'issue du grand débat national, Emmanuel Macron a semblé reconnaître que la décentralisation, sous sa forme actuelle, « manque de cohérence ». « On a souvent transféré des bouts de compétences avec une partie des financements qui allaient avec, soulignait-il lors de sa conférence de presse du 25 avril. L'Etat a gardé une partie de ses compétences, ce qui crée un imbroglio, mais surtout on n'a jamais transféré la responsabilité démocratique qui va avec. Une vraie République décentralisée, ce sont des compétences claires que l'on transfère totalement en supprimant les doublons, on transfère les financements et on transfère la responsabilité qui va avec. » Dit autrement : vous voulez plus de compétences, d'accord, mais assumez-les jusqu'au bout.

Par Patrick Roger, AFP Le 28 août 2019